



Extrait du UJFP

<http://www.ujfp.org/spip.php?article5026>

Des dizaines d'années plus tard, la disparition d'un millier d'enfants en Israël reste un mystère

Plate-forme
Charleroi-
Palestine



analyses, opinions & débats -
Date de mise en ligne : samedi 25 juin 2016

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Voici une vingtaine d'années, Haaretz publiait une série de reportages sur la disparition de centaines d'enfants mizrahi, la plupart provenant de familles yéménites, au coeur des premières années de l'histoire d'Israël. Avaient-ils été kidnappés et proposés à l'adoption ? Étaient-ils morts et avaient-ils enterrés sans que leurs parents en eussent été informés ? Ou y a-t-il une troisième possibilité ?



Des représentants de l'Agence juive saluent des immigrants yéménites à leur arrivée en Israël. (Photo : Teddy Brauner / GPO)

Un jour, il y a vingt ans, je me suis rendu à Rehovot à la recherche de Beit Genazim, qui avait dans ses archives - s'il fallait en croire le rapport de la Commission Shalgi, instaurée en 1988 pour éclaircir le sort d'enfants yéménites qui avaient disparu au cours des premières années de l'histoire d'Israël - les rapports du centre d'accueil « *Mother and Child* » (*Mère et Enfant*), situé à Tel-Aviv, un orphelinat de passage géré par l'Organisation sioniste internationale des Femmes (WIZO).

J'avais fait ce déplacement après que Haaretz Magazine eut publié un certain nombre de reportages d'enquête sur « *L'affaire des enfants yéménites* ».

D'après le dossier, les archives se trouvaient dans le zoning industriel entre Rehovot et Yavneh. Des panneaux indicateurs m'avaient dirigé vers la limite ouest du zoning, où la route débouchait sur une petite place pavée entourée par quelques petites installations industriels et autres ateliers modestes. Aucun d'entre eux ne mentionnait qu'on se trouvait à Beit Genazim. Un garde de l'une des usines m'avait indiqué le verger voisin, où un mauvais chemin menait vers un bâtiment à un seul étage.

Il n'y avait aucune indication, sur le bâtiment, dont l'entrée était bloquée par une lourde porte coulissante en acier. La porte n'était pas fermée. Après l'avoir ouverte, je m'étais retrouvée dans un espace exigu où se trouvaient un comptoir et derrière, toute une série d'étagères. Debout, derrière le comptoir, se tenait un employé d'un certain âge. Je m'étais présenté en qualité de journaliste de Haaretz.

« *Je vous attendais* », avait répondu l'homme.

« Ainsi donc, les dossiers de la WIZO se trouvent ici ? »

« Oui »

« Puis-je les consulter ? »

« Avez-vous une autorisation de la WIZO ? Nous sommes une société privée qui ne se charge que de conserver leur matériel. »

« Mais les fichiers sont toujours ici ? »

« Oui. »

« Quelqu'un de la Commission d'enquête est-il jamais venu ici ? »

« Non. »



Immigrants du Yémen dans un camp de transit dans le centre d'Israël, 1950. Photo : Seymour Katcoff, GPO

Pas de temps à perdre

L'affaire de la disparition de plus de mille enfants dans l'État juif naissant au cours des années 1948-1954, refuse de s'éteindre. Selon des accusations répandues qui se poursuivent, les enfants furent kidnappés au cours d'une opération secrète et bien organisée de l'« *establishment* », de sorte qu'ils purent être confiés (ou vendus) à des survivants de l'Holocauste qui n'avaient pas d'enfants. Trois commissions officielles distinctes enquêtèrent sur l'affaire et toutes aboutirent à la même conclusion : la grande majorité des enfants étaient morts de maladie et avaient été enterrés.

Mais aucun des rapports publiés par les commissions ne donna satisfaction aux parents et autres membres des familles des enfants disparus. A leurs yeux, les rapports servaient avant tout à blanchir l'establishment.

Des dizaines d'années plus tard, la disparition d'un millier d'enfants en Israël reste un mystère

La Commission Shalgi, instaurée en 1988 et dirigée par Moshe Shalgi, un juge retraité d'un tribunal de district, fut la deuxième de ces organismes d'enquête.

La troisième, une commission d'État à part entière, fut mise en place en 1995 suite aux pressions publiques exercées par les familles et par une organisation appelée Mishkan Ohalim et dirigée par Uzi Meshulam, un dirigeant religieux du Yehud. Les membres de cette commission n'étaient pas satisfaits des conditions dégagées par les deux commissions précédentes ou par le fait que 627 cas seulement avaient à cette date fait l'objet d'une enquête.

En novembre 2001, après plus de cinq années de travail, la Commission d'État publia son rapport. Souvent, son matériel de preuves, y compris les découvertes des dossiers WIZO conservé à Beit Genazim, à Revohot, fut mis sous scellés pour 70 ans, renforçant ainsi les soupçons de ce que l'establishment cachait quelque chose.

En avril dernier (2016), deux organisations, Amram (Esprit de l'Orient) et Physicians for Human Rights (Médecins pour les droits de l'homme), demandèrent au Ministre de la Justice de libérer les scellés des documents secrets examinés par la troisième commission d'enquête.

En raison des conditions de vie dans les camps de transit et particulièrement du surpeuplement des tentes où vivaient les familles, des enfants en bas âge furent emmenés vers la « *maison des bébés* » - généralement un bâtiment - à laquelle les mères auraient accès toutes les quelques heures pour s'occuper de leurs enfants.

Selon la version édulcorée de l'affaire, si un bébé tombait malade, et que l'équipe n'était pas libre de retrouver les parents, l'enfant était envoyé dans un hôpital. Quand les parents arrivaient à la « *maison des bébés* » et que leur enfant n'y était pas, on les renvoyait à l'hôpital. A l'hôpital, si on leur disait que l'enfant était mort et avait été enterré, ou que l'on ignorait ce qu'il était advenu du bébé - parce que, en l'absence de toute identification adéquate, le bébé avait été envoyé à l'adoption ou dans un foyer pour enfants - le point de vue des parents était que l'enfant avait « *disparu* » ou même avait été kidnappé.

En 1950, il y eut une épidémie de polio et les disparitions devenaient plus fréquentes. Chaque enfant, même avec une pointe de fièvre, était hospitalisé immédiatement, de façon à éviter la possibilité de propagation du virus, et on ne « *perdait* » pas de temps à tenter de retrouver d'abord les parents. Quand la mère se présentait pour s'occuper de son bébé, ou que le père désirait seulement voir son enfant, on leur disait qu'il avait été hospitalisé.

Les faits connus sont choquants, même selon les comptes rendus les plus conservateurs : Plus de 1.000 enfants - les trois quarts étaient des Yéménites, le reste provenait d'autres pays du Moyen-Orient ou de l'Afrique et des Balkans et on les appelait collectivement les Mizrahim - ont disparu de la garde de leurs parents, sont morts de maladie et ont été enterrés à l'insu de leurs familles.

Peu après que la Commission d'enquête eut entamé l'audition des témoignages, Dov Alfon, à l'époque rédacteur en chef de Haaretz Magazine, envoya un journaliste, Yigal Mashlach, interviewer des familles dont les enfants avaient disparu. Ce fut le départ d'une saga journalistique fascinante qui produisit 12 articles d'investigation en moins de deux ans et qu'amena de nouvelles révélations.

Ces révélations comprenaient les informations suivantes : le témoignage d'un chauffeur d'ambulance qui avait transporté des dizaines de bébés yéménites depuis les camps de transit jusqu'aux hôpitaux ; la première publication de l'histoire de Yehuda Kantor, qui fut adopté enfant encore et qui était à la recherche de sa mère biologique ; le témoignage à propos de « *dizaines, peut-être des centaines* » (pour reprendre les termes d'un enquêteur qui avait travaillé avec les deux premières commissions) d'enfants dont la connexion avec leurs parents avait été coupée et qu'avaient été transférés à la résidence de la WIZO à Jérusalem et, de là, proposés à l'adoption ; une fille qui avait

été confiée pour adoption à un couple juif d'Angleterre ; et de nombreuses failles dans le travail en cours à l'époque de la Commission qui, pour une raison ou une autre, n'utilisait qu'un seul enquêteur, bien qu'elle n'eût pas manqué de fonds.

Suite à la publication du rapport final de la Commission, Haaretz Magazine produisit trois articles de plus qui révélèrent de nombreux problèmes dans le travail de l'équipe et dans la façon dont elle avait présenté ses découvertes et fondé ses conclusions.

Par exemple, une autre journaliste du magazine, Aviva Lori, retrouva Saada Awawi, dont la fille, prétendait la Commission « *avec certitude* », était décédée à l'hôpital de Tzrifin - à la différence près qu'Awawi avait déclaré à Lori qu'elle avait donné le jour à un fils.

Une « zone grise du kidnapping »

Les investigations de Haaretz Magazine ne révélèrent pas de preuves indiscutables de kidnappings organisés d'enfants à des fins d'adoption. Mais les faits découverts présentaient une image sinistre en eux-mêmes que Yigal Mashiach qualifia de « *zone grise du kidnapping* » : un comportement raciste de la part des responsables de l'establishment, qui aboutit à un traitement criminellement négligent des enfants, et particulièrement des enfants en bas âge. Par conséquent, des douzaines, et peut-être des centaines d'enfants, furent séparés de leurs parents et envoyés dans des hôpitaux sans qu'on enregistre leurs signes distinctifs et leur identité de sorte que, lorsqu'ils furent guéris, les autorités ne surent pas où les envoyer. Au lieu de faire des efforts pour trouver les parents, on propose les enfants à l'adoption. Bien des enfants moururent et furent enterrés, sans qu'il y ait eu de tentative pour situer leurs parents avant les funérailles, ou du moins de les informer du décès de l'enfant et de l'endroit où il avait été enterré.

Le gris n'est pas une couleur appréciée par la société israélienne. Bien des gens préfèrent une division claire : noir ou blanc. Comme aucune preuve flagrante ne fut découverte de véritable kidnapping organisé dans le but de proposer les enfants à l'adoption, les représentants de l'establishment et leurs avocats considérèrent les découvertes comme une preuve que la « *diffamation* » avait été réfutée. Les preuves de racisme et de négligence criminelle et, en effet, le fait même de la disparition de centaines d'enfants en bas âge, furent sommairement écartées sur base que tout cela était le résultat du chaos dans un État naissant qui accueillait des foules entières de nouveaux immigrants tout en étant animé de bonnes intentions et souffrant d'un manque de main-d'oeuvre.

On ne doute pas de ce qui serait aujourd'hui la réponse du public si un enfant disparaissait d'un hôpital : La police mobiliserait toutes ses ressources pour retrouver le bébé, et les parents éperdus seraient submergés sous une large vague de sympathie publique.



Un enfant juif yéménite dans un camp de transit à Aden, décembre 1949 (Photo : David Eldan, GPO)

Pourtant, certaines personnes furent horrifiées, même sous les conditions de l'époque. Voici, par exemple, la réaction en 1952 d'un haut responsable de la police Yeshurun Schiff, dans un document classé « *secret* », qui faisait état de l'incapacité de la police de situer six enfants en bas âge dont les allées et venues étaient inconnus : « *Où qu'ait eu lieu l'enquête, les enquêteurs furent confrontés à une absence d'enregistrement dans les hôpitaux, cliniques, maternités, etc, c'est-à-dire dans une situation qui rendait impossible la conduite de la moindre enquête efficace et planifiée. Bien sûr, j'ignore pas le fait que tous ces cas se sont produits durant la période de l'immigration extensive des pays de l'Est, une époque où les hôpitaux et les institutions médicales étaient sur les dents. Il me semble pourtant que cette ténébreuse affaire ne peut être ignorée, étant donné qu'elle met en cause la disparition d'enfants dont le sort demeure inconnu à ce jour. Je crois que l'affaire va soulever des vagues dans le public.* »

L'autre camp lui aussi, avec son style d'approche « tout ou rien », rejette les conclusions de ces crimes qui ont néanmoins été prouvés, parce qu'ils ne sont pas suffisamment convaincants à leurs yeux : Bien des gens continuent à accepter la théorie d'un kidnapping organisé par l'establishment, et à empêcher par conséquent toute discussion et reconnaissance de faits qui ne sont de toute façon pas réfutés. Ceci permet à d'importantes sections du public de se rattacher au point de vu disant que les allégations de kidnapping organisé ne sont elles-mêmes qu'une conspiration raciste visant à stigmatiser toute forme d'Ashkénazisme.

La Commission d'enquête de l'État a rejeté carrément l'allégation de « *kidnapping par l'establishment* », mais les journalistes de Haaretz Magazine ont prouvé à suffisance que ses conclusions ne pouvaient être considérées comme définitives sur la question. Cette commission a elle-même fait naître des soupçons d'avoir dissimulé des faits incriminants en clôturant son travail sans laisser d'instruction sur la matière à suivre avec le matériel qu'elle avait rassemblé et, avec les transcriptions écrites de ses conditions -à la fois celles qui avaient eu lieu en public et celles qui avaient été filmées. La conséquence immédiate avait été que tout le matériel avait fini par être déposé aux Archives de l'État et qu'il était resté classifié.

En avril 2012, les dossiers d'enquête sur les cas individuels d'enfants disparus furent ouverts afin de permettre aux familles de les lire. En décembre 2002, le Premier ministre Ariel Sharon signa une directive permettant l'accès aux transcriptions des auditions publiques. Le reste du matériel, ainsi que les transcriptions des sessions à huis clos, furent mises tous scellés pour 70 ans, en partie pour des raisons de « *sauvegarde de la vie privée des personnes* ».

Il est possible qu'instaurer une commission d'enquête n'ait pas été la meilleure façon de révéler la vérité dès le début de l'affaire. Le terme « *enquête* » - qui, en hébreu, signifie également, « *interrogation* » - n'encourage pas les

Des dizaines d'années plus tard, la disparition d'un millier d'enfants en Israël reste un mystère

témoins à dire la vérité, à moins de s'incriminer ou d'incriminer d'autres personnes ou d'attiser la colère des familles. Impressionnés parce qu'ils avaient vu du travail en cours de la Commission d'enquête, certains témoins qui avaient été interviewés par Yigal Maschiach se réfugièrent également dans les mots « *Je ne me souviens pas* », ou mentirent tout simplement.

Simon Shershevsky, qui dirigeait le Centre « *Femme et Enfant* » WIZO de Tel-Aviv dans les années où les enfants avaient disparu, déclara à Haaretz Magazine : « *Je n'ai jamais vu d'enfant yéménite là, je n'ai jamais entendu parler d'adoption.* »

Il est possible que le modèle sud-africain de « *vérité et réconciliation* » aurait pu contribuer à découvrir la vérité ici aussi. Ceux qui auraient dit la vérité se seraient vu garanti l'amnistie, alors que les victimes et la société dans son ensemble, auraient été disposées à pardonner aux criminels, si ceux-ci avaient exprimé du regret et avaient présenté des excuses pour ce qu'ils avaient fait. Aujourd'hui, toutefois, il est probablement trop tard.

Publié le 9 juin 2016 sur Haaretz.

Traduction : Jean-Marie Flémal.

NDLR : en complément, lire aussi sur notre site [cet article du journal suisse "Le temps" du 23 juin](#)